

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 01/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)

2 Rue Maurice Moissonnier
69120 Vaulx-en-Velin

Références : FW SV Equipe 4-21-2024

Code AIOT : 0007001335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING) implanté Avenue de la Verrerie BP 61 62410 Wingles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)
- Avenue de la Verrerie BP 61 62410 Wingles
- Code AIOT : 0007001335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale d'O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES consiste en la fabrication

de bouteilles en verre. La capacité de production avoisine les 150 000 tonnes par an. L'usine de WINGLES possède un outil de production modeste (un four) mais puissant (quatre lignes de fabrication contenant au total 130 cavités). Le four a une superficie de 140 m² et tire 480 t/j de verre (procédé en continu).

La particularité du site de WINGLES est d'être le premier consommateur de calcin français (l'utilisation du calcin permet de diminuer significativement les consommations d'énergie de fusion et les émissions de CO₂).

La société O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES fonctionne sous couvert d'un Arrêté Préfectoral d'Autorisation daté du 5 août 1996 et de 6 Arrêtés Préfectoraux Complémentaires datés des 15 septembre 1998, 8 février et 12 juin 2001, 17 mai 2005 et 23 juillet 2009, ainsi que de l'Arrêté Préfectoral « IED compatible » du 30 mars 2016.

En outre l'arrêté préfectoral du 17 juin 2021 est venu imposer des dispositions supplémentaires en matières de réduction des consommations d'eau.

Le site est notamment autorisé pour les rubriques 2530-1-a et 3330 (Fabrication et travail du verre).

Le site est également soumis à Déclaration sous la rubrique 2921 (installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) et dispose de 2 tours aéro-réfrigérantes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etude technico-économique	AP Complémentaire du 17/06/2021, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Plan d'actions "sécheresse"	AP Complémentaire du 17/06/2021, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 17/06/2021, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite d'inspection du 23/01/2024 sur le site OI France Usine de Wingles conduisent l'inspection a proposé à M. Le Préfet du Pas-de-Calais de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2021, relatif aux prélèvements et à la réduction des consommations d'eau. Le projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2021, article 3
Thème(s) : Autre, Réduction des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : L'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 5 août 1996 est modifié comme suit :

<p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.</p> <p>Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ; - tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » réglementant les usages de l'eau est en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet régulièrement les consommations d'eau via l'application GIDAF. Ce dernier a également informé l'inspection de la mise en place d'une trentaine de compteurs connectés qui permettront de suivre la consommation en temps réel sur les différents postes et ainsi avoir une meilleure réactivité en cas de déviance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Etude technico-économique

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2021, article 4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Réduction des prélèvements d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.</p> <p>L'étude comporte a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etat actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière. - Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées. - Etude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles. - Echancier de mise en place des actions de réduction envisagées. <p>L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'étude-technico économique attendue. Ce dernier a néanmoins fourni en séance une offre ainsi que le bon de commande associé en date du 03/11/2023 pour la réalisation de cette étude par un prestataire externe.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan d'actions "sécheresse"

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2021, article 5
Thème(s) : Autre, Réduction des prélèvements d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».</p> <p>Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).</p> <p>Ce plan d'actions détaille :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de «vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé dans les eaux souterraines de 15 m3/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation de vigilance renforcée sécheresse . - les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'«alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé dans les eaux souterraines de 30 m3/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation d'alerte sécheresse . - les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'«alerte sécheresse renforcée ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé dans les eaux souterraines de 60 m3/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation d'alerte renforcée sécheresse <p>Les actions identifiées dans ce plan d'actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.</p> <p>Le plan d'actions précise également les données sur lesquelles l'exploitant s'appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau.</p> <p>Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée se</p>

matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le département du Pas-de-Calais ou plus spécifiquement le bassin versant Marque - Deûle au niveau de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée.
Constats : Au jour de la viste le plan d'action "sécheresse" n'a pas été établi par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois